

AÏN-DEFLA

Une carte sanitaire très controversée

Le collectif du personnel médical et paramédical du service des urgences médicochirurgicales (UMC) de l'hôpital de Khemis-Miliana vient d'adresser aux différentes instances une requête pour l'ouverture d'une enquête sur le pourquoi du retard enregistré dans la mise en place des points de garde au niveau des polycliniques Halaimi et Sidi Maâmar.

Le collectif pointe du doigt le responsable des établissements de proximité de santé publique (EPSP) l'accusant de faire durer les choses, tout en se plaignant du poids de la charge de travail à laquelle doit faire face le personnel qui reçoit jusqu'à 300 patients par jour et travaille H24 pour répondre à une population dépassant les 150 000 habitants qui afflue des communes limitrophes, notamment des accidentés de la RN 4 et maintenant de l'autoroute, et ce, avec des moyens humains et matériels qui ne permettent pas de répondre à une aussi importante demande.

Quand on sait que les personnels médical, paramédical et les agents de sécurité fonctionnent en effectif réduit, ces contraintes, souligne le collectif, rendent la tâche encore plus difficile induisant des tensions dans le service compromettant ainsi la qualité des soins. Le collectif s'interroge pourquoi des points de garde ont été ouverts au niveau de 3 autres secteurs de santé (Miliana, Aïn-Defla et El-Attaf) et pas à Khemis Miliana. Selon les informations que nous avons reçues, les deux polycliniques citées ne sont pas à même de fonctionner en points de garde. On indique

que la polyclinique Halaimi a été réalisée en 1972 et depuis elle n'a jamais été réhabilitée. Des services qui relèvent directement de l'hôpital y ont été installés comme celui de la rééducation, ou le suivi de santé mentale.

La polyclinique Sidi Maâmar n'est en fait qu'un ex-centre de soins qui après quelques rafistolages a été transformé en polyclinique. L'on s'interroge pourquoi la norme de la carte sanitaire n'a pas été appliquée pour la commune la plus peuplée de la wilaya, qui prévoit la réalisation d'une polyclinique pour 12 000 habitants en espace urbain et 1 unité pour 7 000 habitants en espace rural.

Appliquée à la commune de Khemis Miliana, la réhabilitation des deux polycliniques citées s'impose, comme s'impose la réalisation de 2 autres polycliniques dont l'une serait implantée non loin de l'hôpital. Au lieu de cela 2 polycliniques viennent d'être inscrites ; l'une à Aïn Solthane, l'autre à Bir Ould Khelifa. «Est-ce que cela relève du bon sens ?» se demandent certains observateurs. On note aussi que l'implantation des EPSP de l'est de la wilaya ne relève pas de la logique : l'EPSP implanté à Aïn- Lechia-



Photo : DR

kh, 27 km de Khemis-Miliana (sud-est de la wilaya), gère 12 communes, alors que l'EPSP qui gère les polycliniques de Miliana a été implanté à Boumedfaâ, à 35 km. Pour faire signer un simple document ou pour effectuer le moindre approvisionnement, cela nécessite la mobilisation d'un véhicule et parcourir quelque 60 km en aller-retour.

Toujours selon les informations que nous avons recueillies, l'EPSP de Bou Medfaâ et celui de Aïn Lechiakh bénéficient de budgets sensiblement égaux, et l'EPSP de Aïn Lechiakh ne dispose que de deux ambulances. Vient s'ajouter le problème posé par les quatre scanners acquis à Khemis-Miliana, Miliana, Aïn-Defla

et El-Attaf). En effet, ces appareils qui ont coûté une fortune n'ont jamais été mis en service... faute de radiologues. Comme solution, indique un responsable du secteur, une convention a été signée avec un privé qui ne s'occupe que des «urgences», alors que la plus importante demande est orientée vers le privé dans les wilayas de Blida ou Alger.

Ces dernières, faut-il le préciser, n'arrivent pas à satisfaire la demande. Lors du débat à l'APW lors de la session en cours, les élus qui, il y a quelques années, ont frappé sur la table pour que des scanners soient acquis se sont élevés, jeudi dernier, contre ce dysfonctionnement.

Karim O.

Le ras-le-bol des habitants des cités Sidi-Maâmar et El-Houria à Khemis-Miliana

Depuis quelques jours, les habitants de la cité Sidi-Maâmar, qui longe l'oued Boutane traversant la ville du nord au sud, déclarent la guerre aux commerçants du marché informel qui se sont installés depuis 6 ans sur la partie couverte de l'oued Boutane créant un nouveau marché qu'ils ont baptisé «Dala» (nom emprunté au dallage de couverture).

Les habitants ont tenté récemment d'empêcher les commerçants d'installer leurs étals. Dès le début des incidents, les autorités locales sont intervenues pour calmer les esprits qui s'échauffaient. Cette situation a conduit à une réunion à la daïra entre les représentants des deux «camps».

Les résidents se sont toujours plaints des nuisances de ce marché, accusant les commerçants de porter atteinte à leur tranquillité. Certains nous déclarent : «Les cages d'escalier se sont transformées en véritables toilettes publiques en plus de l'insalubrité générée par les amoncellements de détritus et autres ordures en fin d'après-midi.» Ce marché a toujours été, selon les habitants, un espace générateur de luttes entre bandes organisées. C'est aussi un lieu où pullulent des pickpockets qui agressent les clients. On rapporte que ce marché a été éradiqué pendant plus de deux années grâce à une présence policière qui

était là tous les matins pour interdire l'installation des étals. Mais à partir de 2005, profitant d'un certain relâchement, ces «commerçants» sont revenus et le marché s'est réinstallé de plus belle.

Lors de la réunion sous la présidence du chef de daïra, une solution provisoire a été négociée : les commerçants devaient s'éloigner des bâtiments de 10 m.

Néanmoins, les commerçants ont rejeté cette solution et tenté d'imposer leur diktat. Ameutés, les habitants se sont alors regroupés pour défendre l'espace et empêcher les commerçants de s'installer et ce fut l'étincelle. Echanges de jets de pierres des deux côtés, gourdins brandis du côté des commerçants, et des menaces à l'arme blanche.

Des commerçants ont déclaré que des résidents ont mis des cagoules et préparé des cocktails Molotov mais heureusement ils n'en ont pas fait usage.

Une bonne partie de l'espace commercial s'est vidé, mais les habitants, surtout les jeunes du quartier, étaient là, mobilisés. «Nous imposerons le respect du quartier quoi qu'il nous en coûtera.»

Le chef de daïra s'adressant aux deux «camps» s'est montré ferme : «Si nous comprenons les motivations des uns et des autres, qu'on ne s'y trompe pas, cela ne signifie pas que l'Etat n'a pas les moyens d'appliquer le règlement, et il le fera dès que

la solution à ce problème sera trouvée, et nous y travaillons.» Les centaines de commerçants, qui viennent de toutes les localités environnantes, trouvent dans ce marché les moyens de faire vivre des centaines de familles, même si cependant ils se contentent de venir commercer et empocher les dividendes, abandonnant derrière eux toutes sortes de déchets, en ne payant aucun sou à l'APC. L'heure est encore aux négociations.

La cité El-Houria, non loin de là, un marché plus important où les commerçants viennent souvent de très loin, se tient 2 jours par semaine, le problème est identique et se pose avec plus d'acuité, les commerçants s'offrant même le luxe de transformer les cages d'escalier en présentoirs.

Au centre de la ville de Khemis-Miliana, la situation ne fait qu'empirer après que l'unique place publique soit livrée aux centaines de commerçants et où, faute de place, les petits étals envahissent trottoirs et chaussées au détriment de toute organisation de la vie publique. Pour l'instant, aucune solution ne se dessine à l'horizon pour organiser ce commerce.

Tout le centre-ville se trouve gangrené par les tentacules de ce marché qui ne cesse de se développer sans que la commune puisse en tirer le moindre profit.

K. O.

SIDI BEL-ABBÈS

Quand le maître d'école coranique promet des postes d'emploi !

Un maître d'école coranique à Mascara s'est fait passer pour un chef de service du CHU de Sidi Bel-Abbès et a soutiré de l'argent à sa victime lui promettant un poste de travail. En effet, la victime au chômage a croisé le chemin du mis en cause qui lui a fait miroiter du travail moyennant une certaine somme. Lui faisant croire qu'elle avait mordu à l'hameçon, la victime a pris le soin de photocopier les billets qu'il a versés comme arrhes à l'escroc avant d'aller alerter les services de police qui le cueilleront en possession de la preuve de son escroquerie. Présenté devant le procureur de la République de Sidi Bel-Abbès, l'accusé, âgé de 24 ans, a été placé sous mandat de dépôt.

Une partie de cartes se termine par un meurtre

Dans la journée de samedi dernier, une partie de cartes entre copains s'est terminée dans le sang avec le meurtre de l'un des joueurs dans la localité de Sidi Lahcen (Sidi-Bel-Abbès). En effet, au cours de la partie de cartes et dans des circonstances que seule l'enquête diligente permettra de déterminer, un jeune de 21 ans a été mortellement poignardé. L'auteur présumé du forfait a été arrêté et placé en détention préventive par le procureur de la République de Sidi-Bel-Abbès.

A. M.

NAÂMA

Un mort et un blessé grave dans l'effondrement d'un mur à Forthassa

Un garçon de 11 ans a trouvé la mort, alors que son copain du même âge a été grièvement blessé dans l'effondrement d'un mur vendredi dernier à Forthassa, un village frontalier situé à 60 km à l'ouest de Aïn-Sefra.

L'incident, nous dit-on, s'est déroulé lorsque les deux écoliers attendaient un bus pour se rendre à Aïn-Sefra. Assaillis par une violente tempête de sable, ils se sont réfugiés à l'abri d'un mur en cours de construction.

Au moment donc le plus inattendu, le mur s'écroula sur leur tête. Retirés de sous les décombres, B. M. est mort sur le coup, et R. M., gravement atteint, a été évacué vers les UMC de l'hôpital de Aïn-Sefra. Une enquête a été ouverte pour déterminer les causes exactes de ce drame.

B. Henine